

L'économie doit se faire à l'idée d'un franc fort

À l'invitation du Seco, les principaux acteurs économiques et partenaires sociaux se sont réunis vendredi 14 janvier pour évoquer la question de la force du franc. Aux yeux d'economie suisse, deux attitudes sont à privilégier afin de relever les défis actuels : premièrement, il convient d'alléger les coûts induits pour les entreprises par les impôts et la réglementation. Deuxièmement, les entreprises doivent se faire à l'idée d'un franc fort. Des mesures à court terme insuffisamment mûries sont par contre à rejeter.

Au cours de ses dernières semaines, le franc suisse s'est passablement apprécié par rapport à l'euro. La situation de certains secteurs axés sur l'exportation devient plus délicate. En réaction, les propositions les plus diverses sont avancées. Les principaux acteurs économiques et partenaires sociaux se sont réunis dans le cadre de la Commission de la politique économique du Département fédéral de l'économie pour discuter de la situation et de mesures éventuelles. Pour economie suisse, il ne fait pas de doute que l'appréciation du franc suisse s'explique par les incertitudes majeures dans la zone euro liées à l'endettement massif de certains États. Elle reflète aussi la solidité des fondamentaux de l'économie helvétique. La Fédération des entreprises suisses avait déjà annoncé l'an dernier que les entreprises devaient se faire à l'idée d'un franc fort.

Pas d'interventions étatiques à court terme

Même si la situation est inquiétante pour certains secteurs exportateurs, l'industrie a globalement su s'affirmer. Le problème principal à l'heure actuelle est l'incertitude entourant les investissements à court terme. Celle-ci accroît la volatilité des cours de change, car les attentes peuvent changer rapidement. Des monnaies peuvent s'apprécier brusquement. Il revient à la Banque nationale, dont l'indépendance ne doit pas être remise en question, d'examiner si des mesures doivent être prises et le cas échéant lesquelles. L'activisme étatique n'est pas indiqué. En ce qui concerne son influence sur les marchés financiers internationaux, la Suisse, petite économie ouverte, dispose d'une marge de manœuvre extrêmement restreinte. Enfin, certaines des mesures évoquées, comme l'indexation du franc suisse sur l'euro, impliquent des coûts inacceptables pour l'ensemble de l'économie.

Alléger les coûts des entreprises dans le domaine fiscal et réglementaire

Une marge de manœuvre existe en revanche du côté des coûts provoqués par la réglementation et les impôts. Des mesures, en l'occurrence des allègements, s'imposent. Par ailleurs, de nouveaux accords de libre-échange peuvent être conclus. Ces mesures permettraient de renforcer la compétitivité de la place

économique et aideraient les entreprises suisses à accroître leur productivité. Les banques, qui jouent un rôle important par le biais des opérations de couverture qu'elles proposent, sont invitées à informer en permanence les entreprises exportatrices. Il s'agit de garder la tête froide et de s'adapter.